

RCS : LE HAVRE
Code greffe : 7606

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LE HAVRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2002 B 00154
Numéro SIREN : 441 624 376
Nom ou dénomination : TERMINAL NORMANDIE MSC

Ce dépôt a été enregistré le 30/11/2023 sous le numéro de dépôt B2023/004723

TERMINAL NORMANDIE MSC
Société Anonyme
au capital de 40 000 euros
Siège social : 9001 route de l'Estuaire BP 336
76056 LE HAVRE
441 624 376 RCS LE HAVRE

EXTRAIT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 30 JUIN 2023

DEUXIEME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale approuve la proposition du Conseil d'Administration et décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2022 s'élevant à 7 408 722 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice 7 408 722 euros

Auquel s'ajoute :

Le report à nouveau antérieur 4 726 223 euros

Pour former un bénéfice
distribuable de 12 134 945 euros

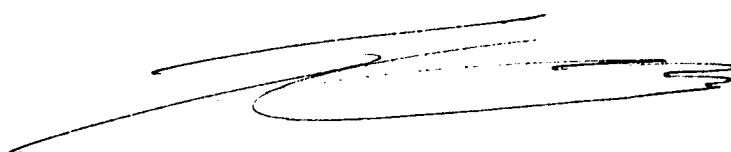
En totalité au compte "report à nouveau" qui s'élève ainsi à 12 134 945 euros.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale constate que les montants de dividendes mis en paiement au titre des trois derniers exercices, éligibles ou non à l'abattement de 40%, ont été les suivants :

EXERCICE	CLOS	MONTANT ELIGIBLE A L'ABATTEMENT DE 40%
31/12/2021		3.500.000 € (soit 8.750 euros par action)
31/12/2020		Néant
31/12/2019		Néant

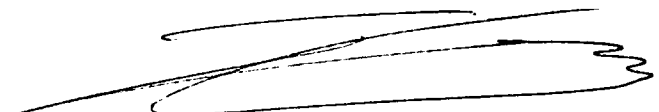
Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Certifié conforme
Le Président du
Conseil d'Administration
Monsieur David EL BEZ



Bilan Actif

Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaire	58 829	58 829		
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	3 260	3 230	30	356
Installations techniques, matériel et outillage industriels	355 114	317 140	37 973	76 248
Autres immobilisations corporelles	457 626	441 600	16 026	29 851
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	287 427		287 427	287 427
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	37 309 043	30 864	37 278 179	30 760 386
Autres créances	6 168 181		6 168 181	6 513 099
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	21 323 277		21 323 277	17 145 850
Charges constatées d'avance (3)	9 508		9 508	9 471
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	65 972 264	851 663	65 120 601	54 822 687
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				



Bilan Passif

CAPITAUX PROPRES		
Capital	40 000	40 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	4 000	4 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	1 493 297	1 493 297
Report à nouveau	4 726 222	4 676 172
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	7 408 722	3 550 050
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	5 303 111	6 005 000
Emprunts et dettes financières diverses (3)	6 712 242	3 744 975
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	22 349 213	22 463 418
Dettes fiscales et sociales	258 746	1 232 701
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	16 825 048	11 613 074
Produits constatés d'avance (1)		
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	65 120 601	54 822 687
(1) Dont à plus d'un an (a)	3 898 239	45 059 168
(1) Dont à moins d'un an (a)	47 550 121	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

Produits d'exploitation (1)		
Ventes de marchandises	46 253	28 436
Production vendue (biens)		
Production vendue (services)	152 143 863	139 837 371
Chiffre d'affaires net	152 190 117	139 865 807
Dont à l'exportation		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	2 596	40 262
Autres produits	1 034	17 181
Charges d'exploitation (2)		
Achats de marchandises	28 231	28 231
Variations de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variations de stock		
Autres achats et charges externes (a)	141 442 428	134 306 825
Impôts, taxes et versements assimilés	499 035	396 212
Salaires et traitements		
Charges sociales		
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	54 219	73 247
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	24 364	3 227
- Pour risques et charges : dotations aux provisions		
Autres charges	2 127	66 035
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	10 143 343	5 049 472
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)		
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)		
Produits financiers		
De participation (3)		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
Autres intérêts et produits assimilés (3)	11 110	6 008
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées (4)	187 220	161 502
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	-176 110	-155 493
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)	9 967 233	4 893 979

Compte de résultat (suite)

Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		525
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	3 798	
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-3 798	525
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	2 554 713	1 344 454
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII)	152 204 857	139 929 783
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)	144 796 135	136 379 733
BENEFICE OU PERTE	7 408 722	3 550 050
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier	1 468	3 604
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	98 921	



Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : TERMINAL NORMANDIE MSC

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022, dont le total est de 65 120 601 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 7 408 722 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels au 31/12/2022 ont été établis en conformité avec les dispositions du code de Commerce (articles L123-12 à L123-28), du règlement ANC N° 2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC 2015-06 du 23 novembre 2015, et à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels, et des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

Les conventions comptables n'ont pas été appliquées conformément aux hypothèses de base pour les raisons suivantes :

- Le conflit entre L'Ukraine et la Russie constitue un événement de l'exercice 2022. Les différents postes du bilan ont été évalués en tenant compte de ce risque. La direction de la société n'a pas relevé d'impact significatif à mentionner, et n'anticipe pas de risque majeur remettant en cause la continuité d'exploitation.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 1 an
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels :
 - Matériel et outillage : 10 ans
 - Matériel de manutention : de 1 à 15 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : de 4 à 10 ans
- * Matériel de transport :
 - Véhicules rachetés en fin de crédit bail : 1 an
 - Véhicules neufs : 5 ans
- * Matériel de bureau : 2 à 10 ans
- * Matériel informatique : 4 à 10 ans
- * Mobilier : 4 à 10 ans

Règles et méthodes comptables

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	87 809		28 980	58 829
Immobilisations incorporelles	87 809		28 980	58 829
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	3 260			3 260
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	355 114			355 114
- Installations générales, agencements aménagements divers	141 928			141 928
- Matériel de transport	9 083	100		9 183
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	508 877	1 694	204 055	306 516
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	1 018 261	1 794	204 055	816 000
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	287 427			287 427
Immobilisations financières	287 427			287 427

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

Ventilation des augmentations			
Virements de poste à poste			
Virements de l'actif circulant			
Acquisitions		1 794	1 794
Apports			
Créations			
Réévaluations			
Ventilation des diminutions			
Virements de poste à poste			
Virements vers l'actif circulant			
Cessions	28 980	204 055	233 035
Scissions			
Mises hors service			

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	87 809		28 980	58 829
Immobilisations incorporelles	87 809		28 980	58 829
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	2 904	326		3 230
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	278 866	38 274		317 140
- Installations générales, agencements aménagements divers	115 998	12 172		128 171
- Matériel de transport	9 037	99		9 136
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	505 001	3 348	204 055	304 293
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	911 806	54 219	204 055	761 970

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 43 774 158 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

Créances de l'actif immobilisé :	287 427		287 427
Autres	287 427		287 427
Créances de l'actif circulant :	43 486 731	43 486 731	
Créances Clients et Comptes rattachés	37 309 043	37 309 043	
Autres	6 168 181	6 168 181	
Charges constatées d'avance	9 508	9 508	

Produits à recevoir

CLIENTS FACTURES A ETABLIR GROUPE	2 155 315
FOURNISSEURS AVOIRS A RECEVOIR	1 774 811
ETAT - PRODUITS A RECEVOIR	78 618
DIVERS.PRODUITS A RECEVOIR	1 333

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 40 000,00 euros décomposé en 400 titres d'une valeur nominale de 100,00 euros.

Titres composant le capital social au début de l'exercice	400	100,00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	400	100,00

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 51 448 360 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

Emprunts obligataires convertibles (*)			
Autres emprunts obligataires (*)			
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :			
- à 1 an au maximum à l'origine			
- à plus de 1 an à l'origine	5 303 111	1 404 872	3 898 239
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	6 712 242	6 712 242	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	22 349 213	22 349 213	
Dettes fiscales et sociales	258 746	258 746	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes (**)	16 825 048	16 825 048	
Produits constatés d'avance			
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont :	701 889		
(**) Dont envers Groupe et associés	6 712 242		

Notes sur le bilan

Charges à payer

FOURNISSEURS BIENS ET SERVICES A PA	9 392 671
ETAT IMPOTS A PAYER	258 746
REM.RABAIS RISTOURNES A ACCORDER	16 716 106

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

CHARGES CONSTATEES D AVANCE	9 508		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	
Ventes de marchandises	46 253
Prestations de services	132 660 213
Produits des activités annexes	20 603 299
Rabais, remises & ristournes accord	-1 119 649

Résultat et impôts sur les bénéfices

Ventilation de l'impôt

+ Résultat courant	9 967 233	2 555 684	7 411 549
+ Résultat exceptionnel	-3 798	-971	-2 827
- Participations des salariés			
(*) comporte les crédits d'impôt (montant repris de la colonne "Impôt correspondant")			

Notes sur le compte de résultat

Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/01/2022, la société SA TERMINAL NORMANDIE MSC est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SASU TERMINAUX A CONTENEURS DE FRANCE.

Convention de répartition de l'impôt sur les sociétés

La société comptabilise son impôt comme en l'absence d'intégration fiscale.

Autres informations

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale : TERMINAL INVESTMENT LIMITED HOLDING

Forme : SA

Au capital de : 104 000 CHF

Adresse du siège social
61, avenue de la Gare L-1611
LUXEMBOURG

Engagements financiers

Engagements donnés

Effets escomptés non échus	
garantie de volume à la société SETO apportée dans le cadre de la construction de 4 postes à quai sur Port 20	7 900 000
Avals et cautions	7 900 000
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

HAVROCEANE AUDIT

ERNST & YOUNG Audit

Terminal Normandie MSC

Exercice clos le 31 décembre 2022

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

HAVROCEANE AUDIT
109, boulevard de Strasbourg
76600 Le Havre
S.A.S. au capital de € 1 000

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Normandie

ERNST & YOUNG Audit
Immeuble Le Calypso
Quartier Euromed
Boulevard Jacques Saadé
48, quai du Lazaret
13002 Marseille
S.A.S. à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

Terminal Normandie MSC

Exercice clos le 31 décembre 2022

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la société Terminal Normandie MSC,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Terminal Normandie MSC relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

• Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

1° Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

2° Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Responsabilité de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :


- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Havre et Marseille, le 12 juin 2023

Les Commissaires aux Comptes

HAVROCEANE AUDIT



Frédérick Queval

ERNST & YOUNG Audit



PHILIPPE
BLANC
2023.06.
12 16:20:
28 +02'00'

Philippe Blanc

Bilan Actif

Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaire	58 829	58 829		
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	3 260	3 230	30	356
Installations techniques, matériel et outillage Industriels	355 114	317 140	37 973	76 248
Autres immobilisations corporelles	457 626	441 600	16 026	29 851
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	287 427		287 427	287 427
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	37 309 043	30 864	37 278 179	30 760 386
Autres créances	6 168 181		6 168 181	6 513 099
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	21 323 277		21 323 277	17 145 850
Charges constatées d'avance (3)	9 508		9 508	9 471
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	65 972 264	851 663	65 120 601	54 822 687
(1) Dont droit au ball				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan Passif

CAPITAUX PROPRES		
Capital	40 000	40 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ..		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	4 000	4 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	1 493 297	1 493 297
Report à nouveau	4 726 222	4 676 172
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	7 408 722	3 550 050
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	5 303 111	6 005 000
Emprunts et dettes financières diverses (3)	6 712 242	3 744 975
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	22 349 213	22 463 418
Dettes fiscales et sociales	258 746	1 232 701
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	16 825 048	11 613 074
Produits constatés d'avance (1)		
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	65 120 601	54 822 687
(1) Dont à plus d'un an (a)	3 898 239	45 059 168
(1) Dont à moins d'un an (a)	47 550 121	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

Produits d'exploitation (1)		
Ventes de marchandises	46 253	28 436
Production vendue (biens)		
Production vendue (services)	152 143 863	139 837 371
Chiffre d'affaires net	152 190 117	139 865 807
Dont à l'exportation		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	2 596	40 262
Autres produits	1 034	17 181
Charges d'exploitation (2)		
Achats de marchandises	28 231	28 231
Variations de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variations de stock		
Autres achats et charges externes (a)	141 442 428	134 306 825
Impôts, taxes et versements assimilés	499 035	396 212
Salaires et traitements		
Charges sociales		
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	54 219	73 247
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	24 364	3 227
- Pour risques et charges : dotations aux provisions		
Autres charges	2 127	66 035
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	10 143 343	5 049 472
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)		
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)		
Produits financiers		
De participation (3)		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
Autres intérêts et produits assimilés (3)	11 110	6 008
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées (4)	187 220	161 502
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	-176 110	-155 493
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)	9 967 233	4 893 979

Compte de résultat (suite)

Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		525
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	3 798	
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-3 798	525
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	2 554 713	1 344 454
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII)	152 204 857	139 929 783
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)	144 796 135	136 379 733
BENEFICE OU PERTE	7 408 722	3 550 050
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier	1 468	3 604
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	98 921	



Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : TERMINAL NORMANDIE MSC

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022, dont le total est de 65 120 601 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 7 408 722 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels au 31/12/2022 ont été établis en conformité avec les dispositions du code de Commerce (articles L123-12 à L123-28), du règlement ANC N° 2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC 2015-06 du 23 novembre 2015, et à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels, et des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

Les conventions comptables n'ont pas été appliquées conformément aux hypothèses de base pour les raisons suivantes :

- Le conflit entre L'Ukraine et la Russie constitue un événement de l'exercice 2022. Les différents postes du bilan ont été évalués en tenant compte de ce risque. La direction de la société n'a pas relevé d'impact significatif à mentionner, et n'anticipe pas de risque majeur remettant en cause la continuité d'exploitation.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 1 an
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels :
 - Matériel et outillage : 10 ans
 - Matériel de manutention : de 1 à 15 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : de 4 à 10 ans
- * Matériel de transport :
 - Véhicules rachetés en fin de crédit bail : 1 an
 - Véhicules neufs : 5 ans
- * Matériel de bureau : 2 à 10 ans
- * Matériel informatique : 4 à 10 ans
- * Mobilier : 4 à 10 ans

Règles et méthodes comptables

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	87 809		28 980	58 829
Immobilisations incorporelles	87 809		28 980	58 829
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	3 260			3 260
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	355 114			355 114
- Installations générales, agencements aménagements divers	141 928			141 928
- Matériel de transport	9 083	100		9 183
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	508 877	1 694	204 055	306 516
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	1 018 261	1 794	204 055	816 000
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	287 427			287 427
Immobilisations financières	287 427			287 427

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		1 794		1 794
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions	28 980	204 055		233 035
Scissions				
Mises hors service				

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	87 809		28 980	58 829
Immobilisations incorporelles	87 809		28 980	58 829
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	2 904	326		3 230
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	278 866	38 274		317 140
- Installations générales, agencements aménagements divers	115 998	12 172		128 171
- Matériel de transport	9 037	99		9 136
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	505 001	3 348	204 055	304 293
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	911 806	54 219	204 055	761 970

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 43 774 158 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

Créances de l'actif immobilisé :	287 427		287 427
Autres	287 427		287 427
Créances de l'actif circulant :	43 486 731	43 486 731	
Créances Clients et Comptes rattachés	37 309 043	37 309 043	
Autres	6 168 181	6 168 181	
Charges constatées d'avance	9 508	9 508	

Produits à recevoir

CLIENTS FACTURES A ETABLIR GROUPE	2 155 315
FOURNISSEURS AVOIRS A RECEVOIR	1 774 811
ETAT - PRODUITS A RECEVOIR	78 618
DIVERS.PRODUITS A RECEVOIR	1 333

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 40 000,00 euros décomposé en 400 titres d'une valeur nominale de 100,00 euros.

Titres composant le capital social au début de l'exercice	400	100,00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	400	100,00

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 51 448 360 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

Emprunts obligataires convertibles (*)			
Autres emprunts obligataires (*)			
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :			
- à 1 an au maximum à l'origine			3 898 239
- à plus de 1 an à l'origine	5 303 111	1 404 872	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	6 712 242	6 712 242	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	22 349 213	22 349 213	
Dettes fiscales et sociales	258 746	258 746	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes (**)	16 825 048	16 825 048	
Produits constatés d'avance			
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont :	701 889		
(**) Dont envers Groupe et associés	6 712 242		

Notes sur le bilan

Charges à payer

FOURNISSEURS BIENS ET SERVICES A PA	9 392 671
ETAT IMPOTS A PAYER	258 746
REM.RABAIS RISTOURNES A ACCORDER	16 716 106

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

CHARGES CONSTATEES D AVANCE	9 508	

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	
Ventes de marchandises	46 253
Prestations de services	132 660 213
Produits des activités annexes	20 603 299
Rabais, remises & ristournes accord	-1 119 649

Résultat et impôts sur les bénéfices

Ventilation de l'impôt

+ Résultat courant	9 967 233	2 555 684	7 411 549
+ Résultat exceptionnel	-3 798	-971	-2 827
- Participations des salariés			
(*) comporte les crédits d'impôt (montant repris de la colonne "Impôt correspondant")			

Notes sur le compte de résultat

Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/01/2022, la société SA TERMINAL NORMANDIE MSC est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SASU TERMINAUX A CONTENEURS DE FRANCE.

Convention de répartition de l'impôt sur les sociétés

La société comptabilise son impôt comme en l'absence d'intégration fiscale.

Autres informations

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale : TERMINAL INVESTMENT LIMITED HOLDING

Forme : SA

Au capital de : 104 000 CHF

Adresse du siège social :
61, avenue de la Gare L-1611
LUXEMBOURG

Engagements financiers

Engagements donnés

Effets escomptés non échus	
garantie de volume à la société SETO apportée dans le cadre de la construction de 4 postes à quai sur Port 20	7 900 000
Avals et cautions	7 900 000
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de sûretés réelles	